

OTC passe en revue les média

1. Le Monde

2 novembre 2020

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/11/02/au-c-ur-du-haut-karabakh-l-ennemi-est-arrive-aux-portes-de-chouchi-et-menace-le-corridor-de-latchin_6058151_3210.html

Au Haut-Karabakh, la « capitale » Stepanakert menacée d'être coupée du monde

Par [Rémy Ourdan](#)

Reportage

Dans leur guerre contre l'Arménie, les troupes de l'Azerbaïdjan sont aux portes de la cité historique de Chouchi et menacent le « corridor de Latchin », dont la prise marquerait un tournant majeur.

La montagne brûle à Karin Tak. Les combats sont intenses depuis quelques jours au sud de Chouchi, la cité historique perchée dans les montagnes du Haut-Karabakh. Des colonnes de fumée s'élèvent des forêts. Des missiles et des roquettes s'abattent dans la vallée. L'écho de tirs de mitrailleuses est le signe de combats rapprochés.

Les forces armées azerbaïdjanaises ont réussi ces derniers jours des percées significatives sur le front sud de leur guerre pour la reconquête du Haut-Karabakh (appelé la « République d'Artsakh » par les indépendantistes arméniens qui contrôlent la région depuis leur victoire contre l'Azerbaïdjan en 1994). La « capitale » Stepanakert, bombardée depuis cinq semaines par des missiles et des drones, est désormais menacée d'être coupée du monde.

A Chouchi comme à Stepanakert, les mines sont tristes. L'inquiétude est manifeste, et ce n'est pas seulement à cause des missiles qui s'abattent sporadiquement sur les deux villes. Dans ces cités fantômes, ceux qui ne sont partis ni au front ni vers l'Arménie voisine se sont déjà presque habitués, depuis que la guerre a éclaté, le 27 septembre, aux sirènes d'alerte et aux explosions. Ils savent que ces bruits de guerre, qui les terrorisaient il y a encore quelque temps, ne sont rien en comparaison du roulement des terribles bombardements à l'œuvre dans les montagnes. Ils savent que là-bas, leurs combattants vivent l'enfer. Ils ont compris que l'ennemi se rapproche.



Une position d'artillerie surnommée « Stalingrad », bombardée quotidiennement par les forces azerbaïdjanaises, dans le Haut-Karabakh, le 31 octobre. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

Les attaquants ont progressé en trois points du front sud : au sud-est dans la région d'Hadrouit ; au centre vers Chouchi, la forteresse historique ; et au sud-ouest au-delà de Goubadly, vers Latchine, à la frontière arménienne. Une victoire sur l'un de ces deux derniers fronts signifierait la prise de la route stratégique qui relie Stepanakert à l'Arménie. Une victoire à Chouchi voudrait en outre dire que la capitale, en contrebas dans une vallée, serait non seulement coupée de son arrière, mais aussi à la merci des canons qui seraient alors positionnés sur la montagne. Une prise de Latchine et surtout de Chouchi serait un tournant majeur, et peut-être décisif, dans la guerre.

Risque de coupure du cordon ombilical avec l'Arménie

Dans un abri souterrain, sa kalachnikov à l'épaule, le maire de Chouchi, Artsvik Sarkisyan, reconnaît qu'« à vol d'oiseau, l'ennemi est à cinq kilomètres », confirmant ainsi l'annonce faite deux jours plus tôt par le président de la « République d'Artsakh », Arayik Haroutiounian. La déclaration a fait l'effet d'un coup de tonnerre. « *L'objectif principal de l'ennemi est d'envahir Chouchi. Or qui a le contrôle de Chouchi a le contrôle d'Artsakh* », a prévenu le président. Son alerte, très inhabituelle, a été suivie d'un ultime appel à la mobilisation : « *Unissons-nous et combattons ensemble !* »



Le commandant de la position d'artillerie de canons de 152 mm surnommée « Stalingrad », à l'abri avec ses hommes pendant un bombardement, le 31 octobre. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

A la frontière arménienne, le village d'Aghavno est le premier verrou visé par les forces azerbaïdjanaises. C'est la porte du « corridor de Latchine », qui ouvre la route jusqu'à Stepanakert. Des explosions retentissent dans la vallée. La situation est critique. « *Le premier jour de la guerre, l'ennemi a attaqué à 200 kilomètres d'ici. Il est aujourd'hui à 8 kilomètres d'Aghavno* », constate, fataliste, le maire, Antranik Chavushyan, assis dans le poste de commandement du village.

La perte d'Aghavno et de Latchine signifierait la coupure du cordon ombilical avec l'Arménie. « *C'est notre seule route : il est impossible de la perdre* », murmure-t-il en buvant un café. A l'affût des nouvelles du front sur sa radio, il tente de se rassurer en expliquant que, face à la supériorité militaire azerbaïdjanaise, la tactique arménienne a été de laisser le front s'étirer, et les forces ennemies s'avancer loin dans les vallées, « *afin de les bombarder lorsqu'elles deviennent plus vulnérables* ».

« *Les Azerbaïdjanais sont beaucoup plus nombreux et nous voulons épargner la vie de nos hommes, donc nous les laissons s'avancer par endroits* », pour mener ensuite des contre-offensives, explique Antranik Chavushyan. Il affirme s'inquiéter davantage de l'offensive vers Chouchi que de l'avancée vers Aghavno. « *Chouchi a une valeur historique, c'est le cœur de l'Artsakh, mais c'est surtout une ville de haute montagne d'où ils pourraient conquérir tout le territoire, à commencer par ce corridor.* »

Avec ses drones, l'Azerbaïdjan a la maîtrise des airs

De vieux camions militaires empruntent la piste de terre qui sert d'itinéraire alternatif depuis le bombardement du pont. Le « corridor de Latchine » est emprunté par les combattants venus en renfort d'Arménie. Des voitures recouvertes de filets de camouflage, ou simplement enduites de boue, montent vers Chouchi en espérant ne pas être prises pour cibles par les drones, qui assurent à l'Azerbaïdjan la maîtrise des airs.



Aux abords de la cathédrale de Chouchi, une maison détruite par les bombardements des forces azerbaïdjanaises, le 31 octobre. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »
Aux alentours de Chouchi, les forêts brûlent encore après des bombardements avec des munitions au phosphore blanc durant la nuit. Les deux camps s'accusent mutuellement d'avoir utilisé ces redoutables armes incendiaires. De la route, les chauffeurs scrutent anxieusement la montagne. Le front est tout près, les combats font rage. Le chemin vers Stepanakert reste toutefois praticable.

A Chouchi, la cathédrale orthodoxe Saint-Sauveur Ghazanchetsots éventrée est devenue le symbole de l'attaque azerbaïdjanaise destinée à reconquérir le Haut-Karabakh. « *La chute de Chouchi, on n'y pense même pas* », certifie Artsvik Sarkisyan, qui fut de chaque bataille depuis trente ans. Il pense encore que l'ennemi sera repoussé dans la vallée et qu'il ne parviendra pas à prendre la montagne.
En contrebas de Chouchi, Stepanakert vit dans l'angoisse d'une chute de la cité historique.

Si Chouchi tombe, la capitale du Haut-Karabakh serait de facto condamnée. « *S'ils prenaient Chouchi, nous continuerions à combattre, mais il est vrai que nous pourrions être forcés de capituler à Stepanakert et de nous réfugier dans les montagnes. La guerre changerait alors totalement de nature*, pense David Babayan, un conseiller du président du Haut-Karabakh, Arayik Haroutiounian, pour les affaires stratégiques. *C'est pourquoi nous allons nous battre pour Chouchi jusqu'à notre dernier souffle.* »

« S'ils prennent Chouchi ou la route vers Latchine, c'est la fin »

Stepanakert est elle-même bombardée par quelques missiles chaque jour : aucun des trois cessez-le-feu négociés depuis un mois par Moscou, Paris et Washington, ni l'engagement pris à Genève de s'abstenir de bombarder des zones civiles n'ont été suivis d'effet. Une roquette a frappé, dimanche 1^{er} novembre, le marché central, peu avant l'heure d'ouverture des échoppes, sans faire de victimes.



Un policier de Chouchi dans l'appartement d'un immeuble bombardé par les forces azerbaïdjanaises, dans le Haut-Karabakh, le 30 octobre. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

Stepanakert, déjà quasiment désertée durant les premières semaines de guerre, s'est encore vidée depuis l'annonce du président sur l'arrivée de l'ennemi aux abords de Chouchi. Une autre route vers l'Arménie, au nord, est certes encore sous le contrôle des forces du Haut-Karabakh, mais elle longe le front et peut être aisément bombardée à tout moment. « *S'ils prennent Chouchi ou la route vers Latchine, c'est la fin...* », pense Ana, une jeune

femme pourtant déterminée à rester à Stepanakert jusqu'au bout, voire à « *rejoindre une guérilla de partisans dans les montagnes* ».

Même si Bakou répète chaque jour que son objectif est la reconquête totale du territoire disputé, David Babayan espère encore une cessation des hostilités. « *Ce conflit doit s'arrêter. Nous devons sauver notre peuple...* » Comme Erevan, Stepanakert en appelle à l'intervention de Moscou. Sans grand espoir : la Russie a déjà indiqué que sa « ligne rouge » serait une attaque de l'Arménie elle-même mais, concernant le Haut-Karabakh, elle se contente d'appeler à un cessez-le-feu.

Les sirènes retentissent. Des officiers qui fumaient une cigarette au soleil rejoignent un abri. Une batterie antiaérienne entre en action, tentant d'abattre un drone invisible. Des volées de roquettes s'envolent vers le front de Karin Tak, là où se joue, ces jours-ci, le sort du Haut-Karabakh.

2. Le Monde

29 octobre 2020

Elections législatives en Géorgie : la frontière avec l'Azerbaïdjan au cœur de l'« affaire des cartographes »

A la veille des élections législatives du 31 octobre, ce scandale impliquant le parti d'opposition pourrait peser sur le scrutin.

Par [Faustine Vincent](#)



Le monastère orthodoxe de David Gareja s'étend sur plusieurs hectares, de part et d'autre de la frontière entre la Géorgie et l'Azerbaïdjan. FAUSTINE VINCENT / LE MONDE

Il y a encore un an et demi, Zviad Naniachvili grimpait chaque matin sur la crête qui sépare la Géorgie de l'Azerbaïdjan pour voir le soleil se lever sur les montagnes. Ce guide géorgien de 37 ans a grandi là, au pied du monastère orthodoxe de David Gareja, un complexe spectaculaire d'églises et de cellules troglodytes fondé au VI^e siècle. Le site, creusé dans la roche, s'étire sur plusieurs hectares de part et d'autre de la frontière, dans un paysage désertique. Jusqu'ici, tout le monde pouvait s'y promener librement. C'est désormais impossible.

Depuis la visite, en avril 2019, de la présidente géorgienne, Salomé Zourabichvili, proche du

parti au pouvoir, Rêve géorgien, des gardes-frontières azerbaïdjanais ont fait leur apparition sur la crête, empêchant touristes et pèlerins de visiter la partie du monastère située de l'autre côté de la frontière. « *C'est comme si quelqu'un vivait chez moi* », déplore Zviad Naniachvili, en levant les yeux vers la cime.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Salomé Zourabichvili : « L'Europe de demain aura besoin de tous, de la Grande-Bretagne à la Géorgie »](#)

La chef de l'Etat, flanquée de deux hommes en armes, avait appelé à régler « *de toute urgence* » la question de la délimitation des frontières, ravivant les tensions autour de ce sujet sensible : les Géorgiens affirment que ce site historique, culturel et religieux leur appartient, ce que contestent les Azerbaïdjanais, pour lesquels ces hauteurs ont une importance stratégique.

Devant la porte en bois gravée de la grotte où vécut David Garedja, l'un des pères assyriens venus évangéliser la Géorgie, trois jeunes filles en jupe plissée entonnent un chant sacré face aux montagnes. « *Dieu va tout arranger* », veut croire l'une.

A l'approche des élections législatives du samedi 31 octobre, le monastère est désormais au cœur d'un scandale susceptible de peser sur le scrutin. L'histoire, aux ramifications complexes, cristallise les crispations qui traversent la société géorgienne, plus polarisée que jamais, sur fond de « fake news » et de tensions régionales avec le conflit au [Haut-Karabakh](#), enclave séparatiste en Azerbaïdjan.

L'affaire a éclaté trois semaines avant le premier tour. Le 7 octobre, deux cartographes, anciens membres de la commission gouvernementale chargée de négocier la démarcation de la frontière, ont été arrêtés et placés en détention provisoire - une mesure exceptionnellement sévère.

Iveri Melachvili et Natalia Ilicheva sont accusés par le procureur général de Géorgie d'avoir voulu céder des terres à l'Azerbaïdjan entre 2005 et 2007, lorsque l'ex-président [Mikheil Saakachvili](#) était au pouvoir. Ils auraient caché la bonne carte, datée de 1938, pour en utiliser une autre à la place, défavorable à la Géorgie, lui faisant perdre 3 500 hectares. Les deux cartographes, qui clament leur innocence, encourent dix à quinze ans de prison.



Depuis un an et demi, des gardes-frontières géorgiens et azerbaïdjanais sont déployés sur la frontière, où se situe le monastère de David Garedja. FAUSTINE VINCENT / LE MONDE

Ces arrestations surprises, survenues en pleine campagne électorale, électrisent le débat à quelques jours du scrutin. Qualifié de « *traître* », le parti de l'opposition, emmené par Mikheïl Saakachvili, le Mouvement national uni, dénonce une « *manipulation politique* » du parti au pouvoir - dirigé par le milliardaire Bidzina Ivanichvili - visant à le discréditer avant le scrutin.

La nature politique de cette affaire ne fait aucun doute non plus pour les ONG. Quinze d'entre elles, dont Transparency International et Open Society Foundation, ont ainsi conjointement dénoncé, le 9 octobre, une « *enquête à motivation politique* ». Elles pointent le « *timing de l'enquête* », en période préélectorale, les commentaires du parti au pouvoir, qui « *violent la présomption d'innocence* », et « *l'approche sélective* » des investigations, certains témoins majeurs n'étant pas auditionnés. Ces ONG exhortent ainsi les autorités à « *cesser de manipuler des sujets sensibles pour la population avant les élections* ».

« *Cette affaire est une tragédie personnelle pour les deux cartographes, mais, au-delà, c'est l'indépendance de la justice, inexistante, qui est en question, souligne Ivane Chitachvili, avocat à Transparency International. Tant que notre système restera un instrument politique aux mains du gouvernement, cela continuera.* »

« **Attiser le sentiment nationaliste et religieux** »

Des membres du gouvernement, dont le ministre de la défense, Irakli Garibachvili, et des représentants de l'Eglise orthodoxe, proche de la Russie, accusent même les deux cartographes d'avoir tenté de vendre le monastère de David Garedja lui-même. Le site religieux n'est pourtant mentionné nulle part dans les 1 500 pages du dossier judiciaire.

« *Ils parlent du monastère pour embrouiller les gens et les prendre par l'émotion, en attisant leur sentiment nationaliste ou religieux, analyse Ivane Chitachvili.*



Deux cartographes arrêtés

Le monastère orthodoxe de David Garedja est un site religieux, historique et culturel capital pour les Géorgiens. FAUSTINE VINCENT / LE MONDE

La stratégie fonctionne auprès d'une partie de la population, qui compte 84 % d'orthodoxes. Tamuna Biszinachvili, une vigneronne de 32 ans venue en famille visiter le monastère, en est convaincue : « *Notre ancien gouvernement a fait une énorme connerie.* » Ce qu'elle a lu sur Facebook et ses échanges avec un moine l'ont persuadée que cette histoire était vraie. C'est même pour cela qu'elle a tenu à venir avec ses enfants aujourd'hui : « *Je veux leur montrer le monastère avant que les Azerbaïdjanais prennent cette terre. Notre terre.* » Sur les hauteurs du monastère, Goram, un réserviste de 24 ans venu déposer quelques bougies, n'accorde au contraire aucun crédit à ces accusations. « *Qui peut croire à cette histoire ? Aucune terre n'a pu être cédée, puisqu'il n'y a même pas d'accord sur la frontière !* », rappelle-t-il.

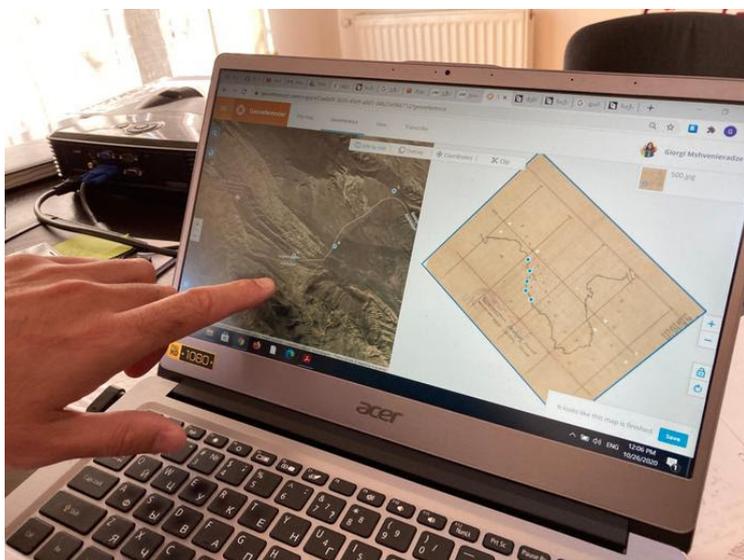
De fait, voilà près de trente ans, depuis la chute de l'URSS, que la Géorgie et l'Azerbaïdjan

négoient leur frontière, centimètre par centimètre, en exhumant de vieilles cartes. Les deux tiers ont fini par faire l'objet d'un accord technique, un tiers est toujours en discussion, mais rien n'a encore jamais été ratifié.

Rôle trouble de la Russie

Assis derrière la table à manger de sa cellule troglodyte, un moine orthodoxe en robe noire et à la longue barbe brune se prend la tête à deux mains, affligé par l'affaire des cartographes. Derrière lui, une guirlande « *happy birthday* » pendille entre deux icônes. Quelques morceaux de pain et un bidon en plastique rempli de vin traînent encore sur la table après les agapes.

Persuadé d'être surveillé, le père redoute de parler, mais accepte, sous le couvert de l'anonymat, de livrer son point de vue, en rupture avec celui de ses supérieurs. « *C'est la visite de la présidente qui a déclenché tout ça* », se lamente-t-il. Sans oser le nommer, il soupçonne également « *un grand pays* » d'avoir « *intérêt à créer un conflit* » dans la région. L'affaire des cartographes lui « *rappelle les purges soviétiques, quand 60 % des prisonniers étaient des détenus politiques* ». La comparaison revient souvent dans ce dossier.



L'avocat du cartographe Iveri Melachvili compare une ancienne carte utilisée pour délimiter la frontière avec une vue via Google Map, le 26 octobre. FAUSTINE VINCENT / LE MONDE

Plus divisés que jamais, les Géorgiens oscillent entre colère et consternation. « *Ceux qui n'ont pas subi un lavage de cerveau savent bien que cette histoire est absurde, soupire*

Chota Gvineria, chercheur au Centre de recherche sur la politique économique (EPCR), basé à Tbilissi. *Le bureau du procureur est directement subordonné au gouvernement, qui utilise deux innocentes victimes pour manipuler l'opinion avant les élections.* »

Cet ancien diplomate pointe également le rôle trouble de la Russie, où la carte prétendument « *dissimulée* » par les cartographes a soudain été retrouvée par un homme d'affaire, David Khidacheli, ancien vice-président du conglomérat russe Sistema, qui l'a transférée à la Géorgie. A travers cette affaire, « *Moscou veut déstabiliser la région et créer un conflit entre la Géorgie et l'Azerbaïdjan pour renforcer son influence* », analyse le chercheur. Malgré ce différend frontalier, Bakou garde de bonnes relations avec Tbilissi, son partenaire stratégique.

Pour Guiorgui Mchvenieradze, directeur de l'ONG Georgian Democracy Initiative et avocat du cartographe Iveri Melachvili, « *cette affaire est inacceptable au XXI^e siècle* ». Devenu à son tour la cible d'une campagne de dénigrement, il affirme qu'il est « *clair et net que les activistes et trolls sont extrêmement mobilisés, notamment sur Facebook, pour diffuser des "fake news"* » sur ce dossier, et le faire passer lui aussi pour un « *traître qui veut vendre le monastère* ». Le procès des cartographes doit s'ouvrir le 4 décembre.

3. Huffingtonpost

Dans le Haut-Karabagh, si les pierres pouvaient parler...

2 novembre 2020

https://www.huffingtonpost.fr/entry/dans-le-haut-karabagh-si-les-pierres-pouvaient-parler_fr_5f9fdd7ec5b60eefc85498a6?ykm

L'histoire des Arméniens, peuple autochtone de l'Anatolie jusqu'au Caucase, est édifiante. Son aspect culturel et patrimonial en est un témoignage exceptionnel.

- **Par Naïri Khatchadourian** Historienne de l'art, commissaire d'exposition
- **Haroutioun Khatchadourian** Ingénieur et spécialiste du patrimoine arménien



© 2017 RAFFI BERBERIAN PHOTOGRAPHY

NAÏRI & HAROUTIOUN KHATCHADOURIAN

Photo © 2017, Monastère d'Amaras (IVe siècle), Raffi BERBERIAN PHOTOGRAPHY.

Première école arménienne de l'Artsakh (nom arménien du Karabagh) créé au Ve siècle par Mesrop Machtots, inventeur de l'alphabet arménien.

HAUT-KARABAKH - L'aspect géostratégique a toujours son importance dans les guerres, mais dans certains cas il occulte quelque chose de plus profond. Depuis le début de la guerre lancée par l'Azerbaïdjan, le 27 septembre dernier, l'aspect humain a toujours été mis en évidence, car primordial, mais l'aspect culturel peut fournir des éléments pour pressentir les conséquences que peut avoir cette guerre. Citons l'auteur américain Robert Bevan: "*Là où un groupe est victime d'une attaque physique, le destin de l'architecture qui le représente est un excellent indicateur pour savoir si l'intention génocidaire est présente ou naissante*¹". Les enjeux sont-ils donc uniquement géostratégiques pour les Azerbaïdjanais et leur allié turc? L'histoire des Arméniens, peuple autochtone de l'Anatolie jusqu'au Caucase, est édifiante. Son aspect culturel et patrimonial en est un témoignage exceptionnel.

Le génocide de 1915 par les jeunes-turcs dans l'Empire ottoman élimine les Arméniens dans toute l'Anatolie et plus à l'est jusqu'à la rivière Araxe. Les Arméniens du Caucase subissent d'autres épreuves. En 1921, lors de la structuration des frontières internes des républiques de l'URSS, Staline attribue à la République d'Azerbaïdjan deux régions de l'Arménie historique majoritairement peuplées par des Arméniens: le Nakhitchevan (au sud-ouest de la République d'Arménie, adjacent à la Turquie et sans frontières terrestres avec l'Azerbaïdjan), en accord avec la Turquie kémalisme, et le Haut-Karabagh (au sud-est de l'Arménie, enclavé en Azerbaïdjan). Quels ont été les effets du génocide et de ces deux décisions concernant le patrimoine architectural arménien?

Destruction systématique des biens privés arméniens

À la création de la République de Turquie en 1923, la politique de confiscation des biens privés arméniens **2-3**, se poursuit par la destruction systématique des biens culturels (églises, monastères, nécropoles...) **4**. En République d'Azerbaïdjan, les différents statuts d'autonomie administrative du Nakhitchevan et du Haut-Karabagh ainsi que l'aspect géographique semi-désertique pour l'un, forestier et montagneux pour l'autre, créent des situations spécifiques. Au Nakhitchevan l'évolution est à la fois subtile et radicale. Dès 1921, la présence arménienne diminue en continu suite à la politique raciale du gouvernement. Sur le plan du patrimoine, cette région, qui possédait plus d'une centaine de monuments culturels arméniens **5** au début du XXe siècle, voit disparaître tout cet héritage en moins d'un demi-siècle! L'acte final se déroule le 16 et 17 novembre 2006: la destruction, avec des bulldozers, de la nécropole médiévale de l'ancienne Djoulfa sur les bords du fleuve Araxe par l'armée azerbaïdjanaise. Pendant ce temps, le Haut-Karabagh est maintenu dans un état de sous-développement. Son relief, sa végétation, la répartition géographique de la centaine de monuments de la période antique à l'époque médiévale, sa population arménienne importante puis l'autonomie acquise suite à la guerre et au cessez-le-feu de 1994 ont joué en faveur de la préservation de son patrimoine. Pouvons-nous imaginer que le scénario du Nakhitchevan ou de la Turquie se répétera dans le Haut-Karabagh tant sur le plan humain que sur le plan culturel? Les destructions physiques menées "en temps de paix" en Turquie et dans le Nakhitchevan confirment que des actions similaires seront entreprises et amplifiées par la guerre. Dans le Haut-Karabagh, le site antique de Tigranakert (I^{er} siècle av. J.-C.) preuve de la présence millénaire arménienne, a été bombardé récemment selon l'archéologue Hamlet Petrosyan.

De quelle paix parle-t-on?

Enfin, comment interpréter les déclarations contradictoires du président d'Azerbaïdjan Ilham Aliyev qui depuis trente ans oscillent entre propositions d'autonomie culturelle et appels à l'élimination totale des Arméniens du Haut-Karabagh? Sur un plan européen, la non-signature de la Convention de Faro par la Turquie et l'Azerbaïdjan démontre clairement leurs intentions. Rappelons que les signataires de la Convention de Faro sont "*convaincus [...] des initiatives pédagogiques qui traitent équitablement tous les patrimoines culturels et promeuvent ainsi le dialogue entre les cultures.*" Deux autres conventions (Grenade et La Valette), signées et ratifiées par la Turquie n'ont rien changé à sa politique culturelle envers le patrimoine arménien. Peut-on faire confiance à madame Mehriban Aliyeva, épouse du

président, vice-présidente de la République d'Azerbaïdjan et ambassadrice de bonne volonté à l'UNESCO pour faire connaître les missions de cette organisation: *la promotion de l'éducation, de la science, de la culture, de la communication et de l'information pour construire la paix*". De quelle paix parle-t-on lorsque des millions de jeunes sont éduqués dans la haine envers l'Arménien, une haine transmise de génération en génération? Pourquoi cette haine? L'Arménie et le Haut-Karabagh dérangent, car ils mettent la Turquie **6** et l'Azerbaïdjan face à leur récit national fictif basé sur le déni des peuples autochtones de la région et les crimes contre l'humanité commis envers eux. Le déni et la haine l'emporteront-ils? Les pierres en témoigneront.

1 - Bevan, R., *The Destruction of Memory, Architecture at War*, London, 2006, p.27.

2-3 - Baghdjian, K., *The Confiscation of Armenian properties by the Turkish Government Said to be abandoned*. Printing House of the Armenian Catholicosate of Cilicia, 2010. Üngör U & Polatel, M., *Confiscation and Destruction, The Young Turk Seizure of Armenian Property*, Londres, 2011.

4 - Khatchadourian, H. *Localités et biens culturels arméniens dans la Turquie ottomane, un patrimoine en destruction*, éd. UIOTC, 2016

5 - Besson, S. L'Azerbaïdjan face au désastre culturel, 4 novembre 2006, sur le site <https://www.letemps.ch/culture/lazerbaidjan-face-desastre-culturel>

6 - Copeaux, E. *L'école, l'histoire, l'Europe*, exposé présenté dans le cadre d'un colloque à l'INALCO, Paris, en 2010

2 novembre 2020

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/nicolas-baverez-il-faut-arreter-recep-tayyip-erdogan--20201101>

Il faut arrêter Recep Erdogan!

par Nicolas Baverez

Face à la politique de conciliation conduite par Chamberlain vis-à-vis de Hitler, Winston Churchill observait que « la politique de l'apaisement revient à nourrir un crocodile en espérant qu'il vous mangera en dernier ». Cette même stratégie est poursuivie par l'Otan et par l'Union européenne face à Recep Erdogan. Si l'impérialisme néo-ottoman et l'islamisme de la Turquie d'Erdogan diffèrent profondément du totalitarisme nazi, la menace qu'ils représentent pour la démocratie et l'Europe n'est pas moins dangereuse.

La Turquie d'Erdogan a mis à profit le retrait rapide et désordonné des États-Unis impulsé par Donald Trump ainsi que l'épidémie de Covid-19 qui ravage et paralyse l'Occident pour durcir la nature autoritaire du régime et pour accélérer son expansion extérieure.

Au plan intérieur, Recep Erdogan a achevé la liquidation de l'héritage de Mustafa Kemal en transformant Sainte-Sophie en mosquée en juillet. Cumulant tous les pouvoirs depuis la mise en place de la nouvelle Constitution de 2018, il a entrepris de contrôler et d'islamiser la société et l'économie. Il a ainsi créé un État-AKP dans la police, la justice et l'éducation, confisqué des centaines d'entreprises pour les confier à des oligarques proches de lui, placé sous surveillance les médias et les réseaux sociaux, formé des milices armées de l'AKP qui terrorisent la population.

Au plan international, la Turquie poursuit méthodiquement la reconstitution de l'Empire ottoman et la conquête du leadership du monde sunnite au détriment de l'Arabie saoudite et de l'Égypte, à travers son alliance avec les Frères musulmans. Elle a pris ses distances avec l'Otan et ne constitue plus qu'un allié virtuel depuis l'achat de systèmes antimissiles russes S-400. Elle déstabilise l'Europe à travers le chantage aux réfugiés et la radicalisation des communautés turques immigrées. Elle est engagée dans trois guerres ouvertes dans le nord de la Syrie, en Libye et au Haut-Karabakh. Enfin, elle a ouvert trois fronts contre l'Europe en violant la souveraineté de la Grèce en mer Égée, à Chypre et dans les Balkans dont elle a entrepris la réislamisation.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la stratégie de la tension avec la France - des insultes contre Emmanuel Macron à l'appel au boycott des produits français en passant par les incidents maritimes en Méditerranée. La France, par ses valeurs qui ont inspiré Mustafa Kemal, par ses engagements, par la présence sur son sol de la plus forte communauté musulmane en Europe, par sa volonté de faire émerger un islam national compatible avec la démocratie et avec un État laïc, constitue en effet une cible privilégiée pour Erdogan comme pour les djihadistes, ainsi que le rappelle tragiquement le nouvel attentat perpétré à Nice.

La menace que constitue la Turquie, qui est de par son histoire, son poids démographique et sa géographie, une puissance majeure pour l'Europe, ne doit pas être sous-estimée. Force est toutefois de constater que Recep Erdogan est surtout fort de la faiblesse des démocraties. Sa dérive cherche à masquer l'effritement de son leadership ainsi que la crise sanitaire et économique qui mine son pays.

Les élections municipales de 2019 ont ainsi vu l'AKP perdre la plupart des grandes villes - à commencer par Istanbul -, tandis que la contestation monte dans les classes moyennes éduquées et urbaines ainsi qu'auprès des jeunes (la moitié des 83 millions de Turcs a moins

de 30 ans) et des femmes qui ne sont plus que 42 % à porter le voile contre 63 % en 2008. Par ailleurs, l'épidémie de Covid-19 a échappé à tout contrôle et tous les signaux d'une crise financière majeure sont réunis. Enfin, sur le plan international, la Turquie est de plus en plus isolée, n'ayant pour derniers soutiens que le Qatar, ses affidés de Tripoli et de Bakou ainsi que les Frères musulmans dont l'influence ne cesse de reculer, au moment où ses relations avec Moscou se tendent du fait de son intervention militaire dans le Caucase. L'Europe n'a pas d'autre choix que de rompre avec le déni et de mettre en place le cantonnement de la Turquie. Seule l'Union européenne peut reprendre le contrôle de ses frontières et assurer le respect de sa souveraineté en Méditerranée. Face à Erdogan, l'Union doit ainsi déployer une stratégie organisée autour de cinq volets : soutien politique et financier à la Grèce et à Chypre ; arrêt de la fiction de l'adhésion de la Turquie à l'Union ; suspension de l'accord douanier et sanctions économiques contre Recep Erdogan, sa famille et les oligarques proches en cas de poursuite des agressions ; saisine de la Cour internationale de justice de La Haye sur la délimitation des zones économiques exclusives en mer Egée ; dialogue renforcé avec la société civile turque et l'opposition. Cessons d'engraisser le crocodile turc. Coupons-lui l'appétit en arrêtant de l'alimenter et en asséchant le marais islamiste grâce auquel il prospère !

5. Le Devoir (Canada)

<https://www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/588908/un-cri-du-coeur-pour-l-armenie#>

Un cri du cœur pour l'Arménie **2 novembre 2020**

par Rita Kataroyan

Cette missive se veut un cri du cœur pour éveiller les consciences et faire détourner pour un moment les regards, au-delà de nos frontières, de la crise sanitaire et des élections présidentielles américaines. Nous assistons, depuis le 27 septembre, à une agression de l'Arménie, et cela, avouons-le, dans une quasi-indifférence. Pourtant, la perte de vies humaines, qu'elle soit causée par la COVID-19 ou un bombardement, n'est pas un fait divers ou une banalité et mérite toute notre attention. Il s'agit de grands-parents, de pères, de mères et d'enfants qui ont droit à la vie, à une vie paisible et sereine. Je suis une Canadienne d'origine arménienne et je souhaiterais voir mon pays condamner plus vigoureusement les assauts de l'Azerbaïdjan envers le peuple arménien.

Le premier génocide du XXe siècle fut celui de l'Arménie, en 1915, massacre qui n'a jamais été reconnu par la Turquie. Depuis plusieurs années, le régime politique turc que plusieurs reconnaissent comme étant dictatorial a été à l'origine de nombreux conflits armés dans plusieurs pays du Caucase, dont celui qui nous concerne depuis quelques semaines : l'Arménie. Le Haut-Karabakh (aussi appelé Nagorny Karabakh), un territoire montagneux et boisé abritant 150 000 habitants majoritairement arméniens et chrétiens, enclavé dans l'Azerbaïdjan musulman, est victime de violents affrontements militaires de la part de ce dernier. Appuyé et financé par la Turquie, l'Azerbaïdjan tente par la force de reprendre cette région qui a pris son autonomie lors de la chute de l'URSS au début des années 1990, entraînant une guerre qui a fait 30 000 morts. Malgré des querelles régulières, un cessez-le-feu avait été établi en 1994... jusqu'au 27 septembre dernier.

Assisterons-nous à la destruction d'une Arménie pacifiste et démocratique ? Le peuple arménien n'a jamais souhaité cette guerre ; mais doit se résigner à se défendre contre un agresseur en quête de domination. Les Arméniens militent simplement pour leurs droits de vivre, de s'épanouir, d'être heureux... pour leur droit d'exister sans être assimilés. Ils ont assez souffert : nous nous devons aujourd'hui de ne plus assister passivement à cette attaque en règle contre une Nation qui partage nos valeurs.

Le Canada doit agir

Monsieur Trudeau, la gravité de la situation impose, en tant que premier ministre d'un pays démocratique et qui reconnaît les droits de la personne, de démontrer un leadership dans le dossier arménien.

L'année 2020 nous marquera tous certainement comme une ère où la souffrance aura été omniprésente. Or, les épreuves révèlent souvent les vrais leaders. Notre gouvernement doit poursuivre la dénonciation et défendre les droits de la personne, malgré la pandémie et les problèmes internes. Sommes-nous encore, en 2020, muselés par des ententes commerciales et diplomatiques internationales qui, en fin de compte, nous relèguent aux seules considérations économiques ? N'avons-nous pas appris, surtout depuis l'arrivée de la pandémie, que nous sommes tous interreliés et que, tôt ou tard, nous payons cher notre apathie envers les enjeux qui se déroulent hors de nos frontières ? Le gouvernement doit intervenir de façon proactive et concrète pour obliger un réel cessez-le-feu. Le Canada doit également être vigilant afin que les technologies canadiennes exportées ne soient plus utilisées à des fins militaires. C'était le cas avec la Turquie et cela a été heureusement corrigé.

Aujourd'hui, face à cette agression, plusieurs États s'interrogent sur la présence de la Turquie dans l'OTAN. Quelle sera la position du Canada à cet égard ? Des sanctions sont-elles envisagées ? Plus que jamais, il nous faut créer de l'espoir pour les Arméniens, les soutenir, en ces temps difficiles où leur existence même est en danger. Je suis fière d'être Arménienne, je veux demeurer fière d'être aussi Canadienne.

6. Huffingtonpost

26 octobre 2020

https://www.huffingtonpost.fr/entry/entre-la-france-et-la-turquie-le-conflit-qui-vient_fr_5f9691c6c5b68dbe93f910d6

Entre la France et la Turquie, le conflit qui vient?

Les relations entre la France et la Turquie sont au plus bas depuis la première guerre mondiale. Ce n'est que le début.

- Phénix, Romancier, spécialiste de la guerre en Syrie, des YPG et de l'État Islamique, du monde militaire et du renseignement



ASSOCIATED PRESS

Confronté au terrorisme inscrit dans la durée, à la poussée islamiste, à une droite revigorée par une population exaspérée, Macron n'a plus le choix. Son adversaire ne comprend que les rapports de force. Quelles sont les options françaises ? Elles sont nombreuses. Photo - Archive: le samedi 20 janvier 2020, le président turc Recep Tayyip Erdogan, à gauche, et son homologue français Emmanuel Macron posent pour une photo de groupe lors d'une conférence sur le conflit armé en Libye à la Chancellerie allemande à Berlin.

DIPLOMATIE - Le 10 juin 2020, la frégate Courbet intercepte le Cirkin. Escorté par trois navires de guerre turcs, le cargo est suspecté de transporter des armes vers la Libye en violation de l'embargo en place. Les bâtiments refusent le contrôle; l'un d'eux illumine la frégate à trois reprises avec son radar de conduite de tir. Le Courbet leur laisse le passage. On est passés prêts de l'affrontement armé. Le 10 août, en réponse à une nouvelle incursion du bâtiment d'exploration minière Oruç Reis dans une zone à mi-chemin entre la Crète et

Chypre, les Français envoient deux Rafale sur la base Andreas Papandreou, près de Paphos à Chypre. Pour la première fois, Erdogan recule. Le 24 octobre, il profère de nouvelles insultes à l'encontre du président Macron, entraînant le rappel de l'ambassadeur français en Turquie. Le sultan ottoman a passé une nouvelle étape: en se mêlant d'affaires intérieures françaises, il n'hésite pas à fomenter le trouble sur le territoire hexagonal, encore traumatisé par les événements des dernières semaines. Les relations entre la France et la Turquie sont au plus bas depuis la Première Guerre mondiale. Ce n'est que le début.

La propagation des zones de conflit

Depuis octobre 2019, après l'abandon des Kurdes par Donald Trump, l'aventurisme du président Recep Tayyip Erdogan ne connaît plus de limites. Faire l'inventaire des zones de conflit initiées par Ankara ressemble à une liste à la Prévert. D'abord, il y a la Libye. Erdogan y soutient le GNA de Tripoli, y exporte des mercenaires syriens, des drones chinois, y dispose maintenant de deux bases permanentes à l'ouest du pays, dont celle de al-Watiya où les Turcs sont en train d'assembler un véritable arsenal: F-16, Bayraktar TB-2, drones Anka-S appuyés par un système de défense aérienne MIM 23. Impliquée dans le conflit, la France soutient le général Haftar, inepte dictateur à la tête du LNA. La situation y est bloquée; le pays est de facto dans un état de partition.

Ensuite, il y a la Syrie. Dix mille militaires turcs y sont engagés depuis 2019. Leur objectif est clair: annihiler les YPG afin d'anéantir toute possibilité d'un "homeland" kurde. La France y dispose toujours de forces armées opérant dans le cadre de l'opération Chammal. Il y a l'Irak. Les Turcs y lancent régulièrement des attaques aériennes contre les Peshmergas. Depuis la fin mars, les deux Rafale-M toujours stationnés sur la BAP Prince-Hassan en Jordanie disposent d'un pod RECO-NG (nacelle de reconnaissance nouvelle génération) permettant une collection d'images plus avancée, officiellement pour la lutte contre Daech, mais aussi certainement pour espionner les mouvements de troupes turques. Ensuite, il y a la méditerranée orientale.

Depuis la signature de l'accord maritime entre le GNA libyen et le gouvernement turc, critiqué par la Grèce, Chypre, Israël et l'Égypte, Erdogan envoie ses navires de prospection, le Oruç Reis et le Barbaros Hayredin (d'après les noms de deux célèbres corsaires ottomans du 16^e siècle!), dans les eaux territoriales grecques et chypriotes. Il y a aussi le chantage aux migrants, illustré par les autobus remplis de Syriens convoyés par la police turque vers la frontière grecque; les blocages systématiques à l'OTAN depuis des mois; et plus loin de l'Europe, la base militaire turque installée récemment au Qatar, avec ses 5000 hommes, à seulement 200 kilomètres des bases françaises de l'IMFEAU à Abou Dhabi. Et enfin, le Haut-Karabakh, nouvelle source de tensions, en partie en raison de l'importante communauté d'origine arménienne en France.

Et enfin, il y a les récents efforts du président turc pour envenimer les relations sociétales déjà tendues en France.

Ankara et la boîte de Pandore

L'abandon du Moyen-Orient par les États-Unis sous la présidence Trump a ouvert la boîte de Pandore. Depuis 2016, Ankara et Moscou ont décidé de se partager le Moyen-Orient et pourquoi pas, l'Afrique? Alliances, intérêts pétroliers, bases militaires, corruption des gouvernements, mercenaires... Les deux dirigeants des puissances historiquement hostiles avancent rapidement dans leur entreprise de rétablissement des empires russe et ottoman. La politique extérieure de l'Union européenne étant en état de mort clinique, il subsiste un

dernier obstacle, une puissance régionale présente en Afrique de l'ouest, à Djibouti, en Jordanie, aux É.A.U.: la France.

Si les Russes sont plus subtils dans leurs efforts pour éroder l'influence française en Afrique (utilisation de la propagande anti-française sur le web francophone africain par les médias russes...), les Turcs n'y vont pas par quatre chemins. Animé d'un instinct revancharde, Erdogan ne manque pas une occasion d'évoquer le passé colonial de la France, sa défaite contre l'Allemagne, son hypocrisie dans la crise des migrants, son traitement des musulmans français, etc.

Pour arriver à ses fins, l'homme fort d'Ankara a de nombreuses cartes dans son jeu. Militairement, la Turquie est membre du commandement intégré de l'OTAN. Elle déploie des bases à l'étranger à une vitesse hallucinante: Libye, Qatar, Syrie, Irak, et elle vise aussi la Somalie, voire la Tunisie, etc. Elle dispose d'avions américains modernes, la base d'Incirlik détient des ogives nucléaires appartenant à l'OTAN, elle possède une industrie de drones en plein essor, de la chair à canon islamiste prête à être envoyée sur tous les fronts, de systèmes de défense russe S-400, et une industrie de propagande et de désinformation sur Internet de plus en plus agressive. Et depuis peu, le président turc se croit investi d'un droit de regard sur les affaires françaises.

Mais Erdogan a deux gros problèmes. Le premier, c'est l'économie. Le PNB ralentit, la balance courante est de plus en plus déficitaire, les réserves et la monnaie sont en chute libre. Pour arriver à ses fins, le dirigeant turc a besoin de beaucoup d'argent. Sans accès au marché européen, l'économie turque coulerait rapidement. Pour contrer toutes représailles économiques, Ankara cherche à "contrôler" la communauté turque en Allemagne, en utilisant ses services de renseignement et les "Loups gris", milices d'extrême droite promptes au désordre civil. Son deuxième problème, c'est Poutine. Si Erdogan voyait d'un bon œil le partage des zones d'influence, le maître du Kremlin n'a aucune envie de laisser prospérer une nouvelle puissance régionale dans son pied carré, ennemi juré de ses alliés dans la région, Syrie, Iran et Arménie.

Les scénarios possibles

L'aventurisme d'Erdogan a des limites. Il n'a pas les moyens de se confronter à Poutine. Il ne dispose pas de la manne énergétique pour financer ses guerres, il est entouré d'un nombre croissant d'ennemis dans la région, et est de plus boudé par ses "alliés" de l'OTAN, il risque une catastrophe économique s'il perd le soutien de l'Allemagne, etc. Il va continuer à allumer les feux, avec pour but ultime de provoquer des négociations multilatérales, de façon à obtenir les avantages désirés: soutien économique de l'Europe en échange de l'endiguement des flux de migrants, bases militaires aux quatre coins de la Méditerranée et du Proche-Orient, redéfinition des frontières maritimes, élimination des YPG à ses frontières, zones tampons, etc.

S'il se méfie de Poutine, ses attaques contre la France ne vont plus connaître de relâche. La liste des foyers d'explosion continue à s'allonger: la Turquie vient de signer des accords de défense avec le Niger, elle cherche à renforcer ses liens avec de nombreux pays africains, elle anime et transporte des terroristes syriens sur les terrains d'opérations de la région, elle entretient des liens avec de nombreux groupes islamistes dans le Sahel...

Mais surtout, Erdogan va continuer son ingérence dans les affaires intérieures françaises et à mettre de l'huile sur le feu de façon à faire reculer Paris en méditerranée orientale, en Libye, au Sahel.

Confronté au terrorisme inscrit dans la durée, à la poussée islamiste, à une droite revigorée par une population exaspérée, Macron n'a plus le choix. Son adversaire ne comprend que les rapports de force. Quelles sont les options françaises? Elles sont nombreuses: pressions

de l'OTAN, renforcement de la présence navale dans les eaux grecques, surveillance intérieure accrue des actions des Loups gris et des imams turcs, rapprochement de Paris avec Moscou, support aux YPG kurdes, renforcement des bases de Faya-Largeau (Tchad) et Madama (Niger), et établissement d'une BAP à Chypre, à quelques encablures des côtes turques.

Seule une détermination sans failles permettra d'endiguer une menace aux enjeux régionaux et intérieurs.

7. Valeurs actuelles

31 octobre 2020

<https://www.valeursactuelles.com/societe/derriere-les-manifestations-pro-turcs--dijon-et-decines-la-mouvance-radicale-des-loups-gris-125220>

Derrière les manifestations pro-Turcs à Dijon et Décines, la mouvance radicale des "Loups gris"

Depuis mercredi dernier, les tensions s'intensifient entre Turcs et Arméniens en France. Le

groupuscule des Loups gris a été présent dans plusieurs protestations.

Quel est ce mouvement d'extrémistes turcs nommé les Loups Gris ? Depuis plusieurs jours, ils tentent de semer la terreur chez les membres de la communauté arménienne dans plusieurs villes de France : Vienne (Isère), Décines (Rhône) et plus récemment Dijon (Côte-d'Or). Ils n'hésitent pas à déambuler dans les rues aux cris d'« Allah Akbar » ou en insultant leurs rivaux. « *Nique l'Arménie, on va vous baiser* », était-il possible d'entendre mercredi 28 octobre à Vienne et Décines dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux. Ces pro-Turcs ont resurgi en raison de l'actuel conflit avec l'Azerbaïdjan, allié de la Turquie.

Proches du parti d'Erdoğan

Le groupuscule est pourtant peu connu. Il n'a même aucune existence officielle en France, relate Le Parisien vendredi 30 octobre. Les Loups gris seraient apparus en Turquie durant les années 1960. Il s'agit d'une mouvance d'extrême droite radicale, nationaliste et xénophobe. Ces pro-Turcs – réputés proche du parti néoconservateur de Recep Tayyip Erdoğan – véhiculeraient une idéologie néofasciste et panturquiste. Ils souhaiteraient l'union des peuples turcophones, rapporte Le Parisien. Ces militants affichent fréquemment le signe du loup sur les réseaux sociaux, notamment avec l'émoticône de la bête. Lors de manifestations, ils joignent leur pouce, majeur et auriculaire pour le représenter.

Pour le spécialiste de la Turquie et directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), Didier Billion, il ne faudrait « *pas sous-estimer* » les Loups gris même s'ils restent « *infinitement minoritaires* ». Un fait aussi bien « *vrai en France comme en Turquie* », assure-t-il dans Le Parisien. Le journal affirme d'ailleurs que ces pro-Turcs seraient « *principalement des sympathisants sans véritable lien* ». Pourtant, dans les années 1970, les Loups gris avaient perpétré des assassinats politiques en série. Ils étaient liés à la mafia et au Parti d'action nationaliste (MHP). « *Les Loups gris incarnent un courant idéologique et une sensibilité que partagent des Turcs et des Franco-Turcs* », a indiqué Didier Billion avant de poursuivre : « *La période actuelle, au cours de laquelle la communauté conservatrice est chauffée à blanc par les déclarations d'Erdoğan, leur permet sans doute d'avoir une certaine aura. Même s'ils sont très loin d'avoir la même capacité de mobilisation qu'autrefois.* »

Un Franco-Turc jugé pour « incitation à la haine »

Bien qu'il ne se soit jamais auto-proclamé leader, un homme serait suspecté d'être la figure du mouvement des Loups gris. Il se nomme Ahmet Cetin, un Franco-Turc de 23 ans, marié, père d'un enfant et résidant à Bourg-en-Bresse (Ain). Durant l'été, il avait tenu d'inquiétants propos dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux : « *Que le gouvernement (turc) me donne une arme et 2 000 euros et je ferai ce qu'il y a à faire où que ce soit en France.* » Il avait de ce fait comparu au tribunal correctionnel pour « incitation à la haine ». Il pourrait écoper de six mois d'emprisonnement avec sursis, comme l'a requis le procureur de la République. Un délibéré est prévu début novembre.

<https://www.voltairenet.org/article211491.html>

Les Loups gris tentent des pogroms antiarméniens en France

L'organisation nationaliste turque des Loups gris a tenté par trois fois cette semaine d'organiser des pogroms antiarméniens en France (dans les agglomérations de Dijon, de Lyon et de Vienne).

Les manifestants scandaient « Allah Akbar ! » et « Mort aux Arméniens ! ». Ils ont été dispersés par les forces de l'ordre.

Les Loups gris sont la branche paramilitaire du Parti d'action nationaliste turc (MHP). Ils se définissent comme néofascistes, anticommunistes, antigrecs, antikurdes, antiarméniens, homophobes, antisémites et antichrétiens. Ils sont historiquement liés à l'Otan.

9. Réseau Voltaire

30 octobre 2020

<https://www.voltairenet.org/article211490.html>

Implication secrète du Pakistan aux côtés de l'Azerbaïdjan

Le Pakistan a plusieurs fois démenti l'information, publiée par des comptes Facebook azéris et turcs de l'envoi de militaires pakistanais pour soutenir l'armée azerbaïdjanaise contre les Arméniens.

Cependant, selon le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan interrogé par la télévision indienne WION et selon le quotidien russe *Kommersant* [1], des jihadistes pakistanais ont été recrutés au début du conflit, au sein des organisations utilisées par les services secrets contre l'Inde (Jamaat-i-Islami, Jaish-e-Mohammed, Al-Badr). Ils ont été envoyés de Peshawar à Bakou. et se battent actuellement sur le terrain.

En échange, la Turquie se serait engagée à soutenir plus encore les revendications territoriales pakistanaises sur le Cachemire.

Par le passé, la Turquie et le Pakistan ont collaboré dans de nombreuses opérations secrètes conduites par les USA.

Par ailleurs, l'Astakh a rendu publique la vidéo d'un prisonnier syrien, Mehred Muhammad Alshkher, natif de Hama. Il a reconnu être venu combattre les Arméniens avec des gens de sa katiba à la demande de la Turquie et pour un salaire de 250 dollars mensuels.

10. Nouvelles d'Arménie

1er novembre 2020

http://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=71160

Quand les officiels azéris et turcs honorent conjointement un collaborateur nazi



L'histoire de la légion azerbaïdjanaise, qui fournit quelque 38 000 hommes à l'Allemagne nazie et qui s'illustra de manière sinistre, notamment en Pologne, est bien connue.

On connaît moins, en revanche, le sulfureux personnage que fut Nuri Killigil. Demi-frère d'Enver Pacha (l'un des ordonnateurs du génocide des Arméniens), il partageait avec lui l'idéologie panturquiste. La Première Guerre mondiale n'avait pas suffi à enrayer chez lui l'espoir de voir se concrétiser l'union des nations turques.

Il crut trouver dans la Seconde Guerre mondiale l'occasion qu'il attendait et prit contact avec Franz von Papen, ambassadeur allemand à Ankara. C'est en collaboration avec celui-ci qu'il participa à la création de la Légion du Turkestan du Schutzstaffel (SS) qui combattit aux côtés des nazis.

Nuri Pacha passa une grande partie de la guerre en Allemagne nazie où il fit en sorte de devenir un conseiller pour le Caucase. Il travaillait surtout à obtenir de l'Allemagne qu'en cas de victoire contre les soviétiques (victoire à laquelle il espérait contribuer en soulevant, selon ses dires, 100 000 caucasiens si l'Allemagne avançait), l'Azerbaïdjan et le Dagestan en priorité, puis les territoires de l'ancien Turkestan, deviendraient autonomes tout en recevant leurs directives de Turquie.

Nuri Pacha mourut en 1949, dans l'explosion d'une usine. Son corps démembré ne put, à cette époque, recevoir les rituels funéraires. C'est en 2016 que les cérémonies eurent finalement lieu, en présence de la députée azérie Ganira Pachayeva et de représentants de la ville d'Istanbul. Le journal dailysabah relate l'hommage rendu à ce criminel nazi comme une justice rendue à ce « héros turc de la guerre ».

Nuri Pacha représente, via le panturquisme, le pont sanglant qui unit les génocides

arménien et juif. Pont toujours solide et commémoré, encore de nos jours, par les responsables turcs et azerbaïdjanais.

Meline Baghramyan

11. Le Parisien

28 octobre 2020

Par Marine Legrand

<https://www.leparisien.fr/val-de-marne-94/val-de-marne-l-association-franco-turque-lance-un-appel-au-don-pour-batir-son-vaste-centre-culturel-a-valenton-28-10-2020-8405404.php>

Valenton : l'association franco-turque lance un appel aux dons pour bâtir son centre culturel

L'association culturelle franco turque du Val-de-Marne vient d'acquérir le terrain grâce aux dons. Maintenant, place à la construction de ce lieu qui se veut ouvert sur l'extérieur.



Le futur centre culturel franco-turc du Val-de-Marne verra le jour sur 2 000 m² au 1, avenue du Champ-Saint-Julien à Valenton. Bizot Architecture

Un pas après l'autre. Lentement mais sûrement, l'association culturelle franco turque du Val-de-Marne concrétise son projet de bâtir [un vaste centre culturel et culturel à Valenton](#), au 1, avenue du Champ-Saint-Julien.

Après l'achat du terrain, tout récemment, elle lance un appel au don auprès du public pour finaliser le prêt qui lancera la construction de ce bâtiment de cinq étages et 2 000 m².

L'ACFT 94 a signé l'acte authentique d'achat du terrain au département début octobre. Le prix avait été fixé par les Domaines. L'association a pu financer cette première étape grâce

à la générosité de nombreux donateurs. Quelques jours plus tard, les premières pelleteuses sont arrivées afin de clôturer le terrain et le préparer au chantier.



Le bâtiment comprendra une grande salle de conférences. Bizot Architecture Désormais, place à la construction. Pour cela, il faut finaliser l'emprunt auprès de la banque. « Elle a donné un accord de principe mais a tout de même besoin qu'on fournisse un apport de 200 000 euros pour valider le dossier, détaille Murat Cetinkaya, président de l'ACFT 94. Nous avons commencé à recevoir les premiers dons, nous en sommes à quelques milliers d'euros. Vu les conditions sanitaires et économiques actuelles, chaque euro donné nous touche beaucoup et montre que les gens croient en ce projet précurseur. » La création du futur centre est évaluée à 3 millions d'euros. L'idée a été lancée depuis 2014 car les locaux actuels de l'ACFT 94, situés au-dessus d'un supermarché de la zone commerciale du Champ-Saint-Julien, sont trop exigus face au développement des activités culturelles de l'association.

Une salle interreligieuse

Le site comprendra une salle de conférences, un espace d'exposition, un salon de thé, de nombreuses salles dédiées aux activités proposées par l'association (peinture, musique, atelier manuel, médias, sport, cours de français, anglais et turc, soutien scolaire...), une bibliothèque, une salle de jeux pour les enfants, des logements d'hébergement d'urgence et de fonction, des bureaux, etc. Au dernier étage, sur la terrasse, un atelier cuisine panoramique verra le jour avec des stages pour apprendre la cuisine française et turque. En ce qui concerne le culte, le centre aura une salle de prière musulmane, une salle culturelle alévi (minorité religieuse des musulmans turcs au mode de vie libéral) « et surtout une salle interreligieuse », souligne Murat Cetinkaya, qui tient beaucoup à cet espace de dialogue entre les cultes, qui s'inscrit dans l'esprit du dialogue interreligieux prôné par l'évêque catholique de Créteil Monseigneur Santier.

« Il s'agira d'un lieu ouvert aux autres, pas qu'aux musulmans, insiste Murat Cetinkaya. Cela correspond à l'esprit de notre communauté qui est bien intégrée aujourd'hui en France bien qu'elle n'y soit présente que depuis une cinquantaine d'années. » Murat Cetinkaya espère que ce centre aidera la population à s'enrichir mutuellement de ces deux cultures.

Tensions Turquie-France : « Comme si papa et maman se bagarraient », déplore l'ACFT 94

L'escalade récente de la tension entre la Turquie d'Erdogan et la France de Macron désole Murat Cetinkaya. « C'est comme si papa et maman se bagarraient, comme s'ils étaient en train de divorcer. Et dans ces cas-là, ce sont les enfants qui en souffrent le plus. Nous prions pour que l'orage passe le plus vite possible.

Notre mère patrie, c'est la Turquie. Notre père patrie, c'est la France. On n'a pas à choisir l'un ou l'autre. Au fond de moi et quand on regarde l'histoire de nos deux pays, je sais que nous sommes deux peuples amis. Alors j'ai de la pitié pour ce qui se passe actuellement, c'est tellement triste. »

12. Pétition par l'Association Française des Avocats et Juristes Arméniens

https://www.change.org/p/conseil-de-s%C3%A9curit%C3%A9--de-l-onu-pour-la-condamnation-des-auteurs-du-nettoyage-ethnique-des-arm%C3%A9niens-du-haut-karabagh?recruiter=22749106&utm_source=share_-petition&utm_medium=facebook&utm_campaign=psf_combo_share_-initial&utm_term=psf_combo_share_initial&recruited_by_id=438ee970-d702-012f-4173-4040b91ba155&utm_content=fht-25486341-fr-fr%3A3&fbclid=-IwAR36X03C3cyPgJwTsNYpR547oduPUoI2odX62MkCf5nmPkMfKQCxAXqzb2Y

Objet: Pour la condamnation des auteurs du nettoyage ethnique des Arméniens du Haut-Karabagh

Soyez nombreux pour signer cette pétition!

13. Nouvelles d'Arménie
2 novembre 2020

http://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=71237

Mises à jour d'Artsakh : révélations inquiétantes



Avec les batailles en cours sur toute la longueur de la ligne de front, les positions militaires sont restées largement intactes selon le ministère arménien de la Défense. Un deuxième mercenaire capturé par l'armée de défense d'Artsakh révèle comment ils ont été recrutés et envoyés pour combattre aux côtés de l'armée azerbaïdjanaise ; dit qu'on leur a offert un salaire de 2000 \$ / mois, plus une prime de 100 \$ pour chaque décapitation d'un « infidèle » et qu'on leur a dit de ne laisser aucun Arménien en vie.

Voici une chronologie des mises à jour officielles.

10h : Selon le Service d'Etat des Situations d'Urgence d'Artsakh, la situation du jour au

lendemain était tendue dans la ville de Martuni et ses communautés voisines. L'armée de l'air azerbaïdjanaise a bombardé la ville, entraînant d'importantes destructions. Au petit matin, les forces

...